

# Non, Monsieur Rocard, le porte-avions n'est pas la France

19/06/2008 | Mise à jour : 20:10 |



Crédits photo : SIPA

**Dominique David, le directeur exécutif de l'Ifri répond à l'ancien premier ministre et considère qu'investir dans un deuxième navire au détriment du nucléaire serait une erreur. Michel Rocard s'est livré dans [Le Figaro du 13 juin](#) à un curieux exercice : défense du futur deuxième porte-avions français et tir à vue sur la dissuasion nucléaire française.**

L'ancien premier ministre se prévaut d'avoir commandé le Charles-de-Gaulle, et donne deux raisons de sa décision. D'abord la France serait le seul pays avec les États-Unis à s'intéresser à «la totalité des conflits et des difficultés qui entravent le monde». Diantre, le cahier des charges est lourd pour un pays dont le budget de la défense n'atteint pas, bon an mal an, le dixième de celui des États-Unis. Et bien sûr c'est faux, sauf dans les rodomontades nationales. La France va-t-elle intervenir dans le détroit de Taïwan, et d'ailleurs ses porte-avions lui permettraient-ils de le faire ? Non, deux fois non. Le porte-avions est-il une «base flottante», comme l'assure l'ancien premier ministre ? Nullement. Ou plutôt il ne remplit qu'une fonction : la concentration de la force. Les bases terrestres ou navales ont des utilités bien plus larges : proximité permanente des points d'affrontement, entraînement des hommes, etc. Et il faut toujours plusieurs semaines à un porte-avions pour se déployer sur des théâtres pas si lointains.

Deuxième argument : dans les conflits actuels, le porte-avions serait «irrésistible» : Irakiens et Afghans jugeront. Certes, la frappe précise à partir de la mer a été souvent valorisée dans les conflits récents. Mais elle s'appuie souvent sur des missiles. Et on ne voit pas bien où, dans quel conflit, un porte-avions français pourrait être décisif. La présence du Charles-de-Gaulle au large de l'Afghanistan restera-t-elle longtemps dans les mémoires ? Le poids dans les conflits actuels se mesure plus à la présence au sol qu'aux moyens de frappe à la mer. Quant à voir dans le porte-avions une capacité d'évacuation de «rapatriés par milliers», les familiers du Charles-de-Gaulle apprécieront pour le prix sa transformation en chaland d'embarquement...

N'importe, il faut donc, dit Michel Rocard, un deuxième porte-avions, et comme il coûte cher, récupérons l'argent d'un nucléaire stratégiquement obsolète. Le nucléaire ne servirait à rien contre les puissances nucléaires reconnues, et il n'existerait qu'une voie contre la prolifération : l'éradication totale du nucléaire selon les bonnes leçons américaines. On reste confondu de tant de légèreté. D'abord parce que les rapports actuels entre puissances nucléaires ne nous disent rien sur leurs rapports dans trente ans. Or une sortie de la technologie nucléaire militaire interdirait tout come-back improvisé, si jamais le besoin s'en faisait sentir. Et puis, même si c'est déplorable, le nucléaire militaire est aujourd'hui plus légitime dans le monde qu'il y a vingt ans. Ce monde est moins régulé par les grandes puissances. Et l'activisme militaire des États-Unis a pour résultat de valoriser, pour plusieurs acteurs étatiques, une option nucléaire qui interdirait à Washington d'intervenir.

Dans un monde où les candidats au nucléaire, avoués ou non, pourraient se multiplier, est-il urgent de suicider la dissuasion française ? On peut certes rêver d'une planète sans armes nucléaires, et même d'ailleurs sans armes du tout. Mais un monde proclamé sans armes nucléaires juxtaposerait en réalité des pays y ayant renoncé, et des pays gardant leurs capacités ou leurs armes dormantes. Au profit de qui ? Des nouveaux proliférateurs. Et des États-Unis bien sûr. L'appel Kissinger-Schultz-Nunn-Perry à la dénucléarisation totale invoque des arguments de conjoncture. Mais il fait surtout écho à une très ancienne obsession américaine : faire disparaître le nucléaire pour valoriser une écrasante supériorité classique.

Dans l'aggiornamento nécessaire de la défense française, le porte-avions témoigne de rêves de grandeur inadaptés. La France n'a simplement pas les moyens d'entretenir le nombre de groupes aéronavals qui pourrait les rendre utiles, et elle ne peut compter sur une Europe en panne. Mais face à une incertitude persistante, la France serait irresponsable de brader un nucléaire qui garde hélas son sens dans un monde à vue d'homme nucléarisé. La cohérence consiste ici à articuler les moyens de dissuader et les moyens concrets de se battre si nécessaire : le porte-avions français ne suffit à aucune de ces fonctions.



**LE FIGARO** · *fr*